

Communiqué

COSC et le référendum du 17 novembre 2010

Tribune – Tribune libre – 26/11/10

La Coalition des organisations de la société civile pour la défense de la démocratie (COSC-D) a, avant le 17 Novembre 2010, toujours soutenu que seule, la concertation de manière franche et objective entre les représentants des entités composant la société malagasy permettront de mettre fin aux crises politiques cycliques à Madagascar et d'instaurer un environnement favorable au développement de chaque Région de l'île. La plupart des membres de la COSC ont milité en 2009 pour le changement de la pratique politique et du système de gouvernance et l'instauration d'une véritable démocratie à Madagascar dont un des principes fondamentaux est l'effectivité d'une élection libre, transparente, fiable et crédible. Dans ce sens, ils ont participé aux assises nationales le 2 et 3 avril 2009 et à divers ateliers se rapportant à la confection du Code électoral.

Cependant, le référendum du 17 novembre 2010, qui fait partie d'un processus imposé par la HAT, a permis de constater que la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) dans sa forme actuelle a raté son premier test et fait une démonstration éclatante de son incapacité à faire valoir ce changement. Elle a également manqué l'occasion de faire montre aux yeux de tous les observateurs de sa crédibilité et de son efficacité dans l'exercice de sa mission. C'est bien dommage car elle aurait pu faire taire ainsi ses détracteurs qui, dès sa naissance, ont émis des doutes quant à son indépendance vis-à-vis de la HAT.

Par franchise ou naïveté, son président a, lui-même, reconnu des dysfonctionnements dans la confection de la liste électorale. Gardienne du Code électoral, la CENI était la première à ne respecter ni la forme, ni le contenu, ni l'esprit du code en vigueur. Les normes reconnues internationalement d'une élection libre, transparente, démocratique n'ont pas été respectées durant tout le processus électoral.

Il est bien clair que les malgaches veulent le plus tôt possible en finir avec cette transition. Mais organiser de cette façon ce référendum qui, comme le reconnaît le KMF/CNOE s'avère être « la plus mauvaise consultation populaire jamais organisée à Madagascar », ne fait que rendre plus complexe la solution de sortie de crise. Dans ces conditions, il est difficile de donner, sans parti pris, du crédit aux résultats de ce référendum. En conséquence, l'ensemble du processus de sortie de crise proposé par la HAT dont ce référendum constitue une des étapes principales, se trouve remis en cause.

Pour la COSC qui, en toute indépendance, a organisé les « Dinika Santatra » au niveau des 119 districts, le processus actuel ne tend pas vers l'apaisement souhaité. La voie suivie n'est pas de nature à instaurer la stabilité à moyen et long terme tant recherchée, propre à favoriser la dynamique de changement recherché par la population.

De ce fait, la COSC-D réitère son appel aux politiciens et responsables de tous les niveaux (civils et militaires) en les incitant instamment à prendre leur responsabilité et à entamer un dialogue franc sous l'égide de la CNOSC et de la Communauté internationale. Incontestablement Madagascar se trouve à un tournant décisif de son histoire et il importe de le négocier au mieux des intérêts et de l'aspiration profonde du peuple malgache.

La COSC-D affirme sans ambages que la reconnaissance internationale est vitale pour la relance de la vie économique, la sécurité de la population, la stabilité du régime de la transition et l'intérêt supérieur de la Nation.

Antananarivo le 25 novembre 2010

Velompanahy Aristide
Rakotomavo José
Rasolo André

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/COSC-et-le-referendum-du-17,15131.html>